

informations correspondance ouvrières

N° 28

MARS 1961

publié par le Groupement Inter-Entreprise.

S O M M A I R E

- | | |
|---|---------------------------------|
| I -L'EVOLUTION DES SYNDICATS | VI -LE SOCIALISME PERDU |
| II -OPINION SUR LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE | VII-LA CONDUITE DE L'ENTREPRISE |
| III-LES TRAVAILLEURS EN FRANCE | VIII-MAISONS |
| IV -GRANDE BRETAGNE | IX -CRITIQUES DE LIVRES |
| V -GREVES DE BELGIQUE | X -CORRESPONDANCE |

L'évolution des syndicats

" Nous réclamons la réforme immédiate des circuits de distribution. Le gouvernement ne doit pas permettre que dure plus longtemps le scandale de la viande, c'est-à-dire qu'en période de surproduction, alors que les prix baissent à la production, ils puissent monter effrontément au détail.... Nous réclamons une politique accélérée de la construction afin que disparaisse rapidement la misère du logement, notre honte...

"...Nous réclamons l'unification des zones de salaires, qui mettra fin à l'écart de plus en plus grand et injuste des rémunérations, selon les industries

et les régimes. TOUT CELA PEUT ET DOIT ÊTRE FAIT SANS PLUS ATTENDRE."

En citant ces lignes, extraites d'un journal U.N.R. intitulé "L'Espoir des travailleurs", l'Humanité du 17 Mars 1961 parle de "torrent de démagogie". Bien sûr cette littérature serait aussi bien dans l'Humanité ou dans la Vie Ouvrière, ou dans n'importe quel programme de parti de gauche, ou d'un syndicat.

Pourquoi cette similitude: parce que tous essaient de résoudre les "problèmes sociaux" dans le cadre d'une société d'exploitation. Et il suffit d'être de gauche pour avoir le monopole de ces réformes et d'accuser de démagogie les partis de droite qui emploient le même langage.

On fait croire aux travailleurs que les capitalistes sont incapables de réaliser de telles réformes et qu'il faut des partis ouvriers pour le faire. Comme si ces réformes étaient contre le capitalisme. Il ne faut pas prêter trop d'intelligence et d'efficacité au patronat, mais il ne faut pas tomber non plus dans l'opinion simpliste qu'il ne fait que des conneries. Chaque tendance capitaliste essaie de faire ce que la défense de ses intérêts lui commande de faire. Et rien ne dit que les réformes envisagées ci-dessus n'aillent dans l'intérêt de toute une fraction du capitalisme et que cette fraction n'essaie de les réaliser.

Par exemple, la réforme des circuits de distribution permet à la fois de favoriser la concentration de la distribution, l'élimination du petit commerce, la baisse des prix de détail, tout en accroissant les profits de ceux qui auront investi dans cette branche d'activité. Et en même temps, on peut jouer sur le budget des ouvriers, sur les salaires, etc... Quant au logement, il suffirait que l'Etat détourne une partie de l'argent libéré par la paix en Algérie sur des subventions aux logements pour qu'on construise en grand... pour le plus grand profit des sociétés de construction (auxquelles s'intéressent les groupes financiers comme Rotschild par exemple). Et ce que la baisse des prix de détail aura libéré dans le budget des travailleurs, il sera possible d'en disposer pour le logement la télé, le frigidaire ou la bagnole. Ce qui "favorisera" d'autres industries. Par l'unification des zones de salaires, le gouvernement et le patronat peuvent se donner à bon compte la gloire de satisfaire des "revendications ouvrières". Et du même coup d'atteindre - avec une politique orientée du logement - cette "mobilité des travailleurs" que les bouleversements économiques actuels rendent nécessaires pour le capitalisme français.

On pourrait ainsi citer bien d'autres exemples de "réalisations" que toute une fraction du capitalisme est amenée à envisager parce que c'est devenu nécessaire à son propre développement.

Les partis et syndicats qui présentent ces mêmes réformes comme l'intérêt des travailleurs opposé à l'intérêt du capitalisme, (même comme le "socialisme"), crie à la démagogie et au voleur. On comprend bien que pour eux c'est

une question de vie ou de mort. Que leur restera-t-il puisque tout ce qu'ils pouvaient proposer, ce sont leurs "ennemis politiques" qui le réalisent. Il ne leur restera qu'à critiquer des hommes, des détails, et à chercher à participer à ces réformes, à s'intégrer encore plus dans la société capitaliste.

C'est le problème même de cette intégration qui se pose aujourd'hui. Un article du Monde (P.Drouin, 16/3/61) le voit comme la solution d'avenir:

"...Mais ce n'est que le jour où les syndicats ouvriers seront davantage associés à l'élaboration de la politique économique que l'Etat pourra être plus confiant L'exemple de ce que pourrait donner un jour une politique concertée entre l'Etat, les patrons et les travailleurs a été donné il y a quelques années par la Suède.... Dans le décor français, une telle situation est évidemment impossible. Le degré d'organisation des forces sociales n'est pas assez puissant, ni la "démocratie économique" assez avancée. "

(On trouve dans tous ces projets d'où qu'ils viennent, toujours la même confusion volontaire entre syndicats et travailleurs).

Qu'elle soit modifiée par les capitalistes ou par les organisations "de gauche" la société restera une société d'exploitation dans laquelle les travailleurs seront toujours des exécutants en face de dirigeants et profiteurs de toutes sortes. Nous savons que dans la confusion des mots, des idées, des situations particulières il est bien difficile de savoir ce qu'il faut dire ou quelle attitude prendre. Nous pensons que c'est non par la propagande sur nos idées, mais par la confrontation entre tous les camarades d'entreprise ou d'ailleurs que nous pourrions parvenir à une critique approfondie de la société d'aujourd'hui et, partant de cette critique, définir ce que nous pouvons faire.

syndicalisme révolutionnaire

Parce qu'elle exprime la position de beaucoup de nos camarades nous citons en entier cette lettre parue dans la Révolution Pro-létarienne (revue syndicaliste révolutionnaire -N° 156- Janvier 1961); le camarade répondait à une tentative de "rajeunissement" du noyau de camarades qui animent cette revue :

" Il me paraît très souhaitable que le "noyau" de la R.P. s'élargisse et en particulier en s'adjoignant des jeunes. Les "Pages libres" avaient su retenir l'attention d'un garçon de vingt ans qui s'appelait Monatte. Je continue de penser qu'un des moyens de gagner de nouveaux lecteurs pourrait consister à faire dans chaque numéro une revue copieuse de la presse du travail syndicale et extra-syndicale, y compris des petits bulletins qui sont ronéotypés ici, ou là. Ainsi la R.P. ne serait-elle plus une "boutique" si vénérable soit-elle, parmi d'autres boutiques, mais un "carrefour". On y trouverait un tableau des événements et des

opinions dans le monde du travail.

" Pour votre offre, je ne crois pas pouvoir l'accepter et je vous dois une explication. Je suis un syndiqué; je ne suis pas ce que vous appelez un militant et j'ai des raisons qui me semblent assez fortes de ne pas en être un. Je suis un abonné de la R.P. qui la lit, ce qui n'est pas le cas de tous ses abonnés, mais rien de plus. Je lui ai su gré et je lui sais gré de ses combats pour la liberté et la justice, de son souci de la vérité, de son non-conformisme, de sa lutte contre le nationalisme, contre le colonialisme, de sa résistance aux prétentions de l'Etat qui me paraissent le plus grand danger dont soient menacés aujourd'hui les hommes. Mais je ne me place nullement dans votre perspective. La R.P. est une revue syndicaliste révolutionnaire; je ne suis pas un révolutionnaire, parce que la révolution qui met en place un peu partout un socialisme autoritaire et bureaucratique, une révolution dont je ne veux pas plus que vous, la révolution à la manière de Lénine et de Staline (l'un conduisant à l'autre) me paraît dans le monde d'aujourd'hui la seule qui soit possible; je ne suis pas un syndicaliste, parce que la bureaucratization du syndicalisme de masse et son intégration à la société, sinon à l'Etat me paraissent dans la nature des choses. Ce sont là des conséquences des transformations économiques. Même si elles se font moins sentir en province qu'à Paris, je ne crois pas, comme vous, pas du tout, que le syndicalisme puisse être redressé. Espérons que se constitueront de nouvelles formes de lutte contre l'oppression et contre l'exploitation. Si j'aperçois des signes réconfortants, c'est bien rarement à la direction des syndicats. Ce que je pense du syndicalisme, c'est ce que je pense et que vous pensez vous-mêmes du parlementarisme. Les moteurs des syndicats sont aujourd'hui celles des partis. Et je ne souhaite pas qu'on combatte les syndicats ou le Parlement; mais qu'on les prenne pour ce qu'ils sont, et qu'on attende que ce qu'ils peuvent donner. Je mets mon bulletin de vote dans l'urne aux élections, et je l'y mettrai au référendum; j'ai une carte syndicale; j'ai une police d'assurance contre l'incendie.

"Rien je crois qui m'empêche de faire de temps en temps de mes réflexions un article que vous jugerez bon ou non de publier. Je peux faire partie de la pulpe encore que je n'aie grand'chose à apporter de bien nourrissant. Je ne peux pas faire partie du "noyau". En toute sympathie. "

les travailleurs en France

Les journées d'action et les grèves tournantes

...sont réapparues avec le printemps. Il est possible que la fin de la guerre d'Algérie déclenche des mouvements revendicatifs. Le frein du chantage à la Paix disparaîtra et les travailleurs ont conscience dans beaucoup de branches d'activité qu'ils peuvent obtenir plus que ce qui est offert.

Les mouvements limités et divisés que toutes les centrales patronnent sont suivis: dans l'enseignement, jamais il n'y a eu autant de grévistes, autant pour la paye que pour les conditions de travail, et la pagaie générale de l'enseignement.

Des mouvements plus importants poussés par la base sont-ils en vue? A tout hasard, les organisations avancent les contre-feux: 40 heures, 4 semaines de vacances. Et comme toujours l'unité. Même les oppositionnels au sein du syndicat sont prêts à jouer leur rôle: le M.S.U.D. dont on n'avait pas entendu parler depuis plus d'un an tient une conférence de presse.

A tout hasard chacun s'apprête à recueillir du sang nouveau et un peu de force dans les luttes qui pourraient venir. Si elles ne viennent pas, ça sert toujours pour les élections des délégués.

-Une manifestation de fonctionnaires, à Paris:

15.000 environ, de l'Hôtel de Ville au Palais Royal, bien encadrés par les syndicats. Des gardiens de prisons en uniforme et avec des brassards aux couleurs de Paris (on est dans la bonne légalité) ouvrent la marche et assurent le service d'ordre, les bonzes syndicaux derrière eux. "Des sous Charlot" sur l'air des lampions et encore, sans conviction, trois ou quatre pancartes, un tract des Autonomes des P.T.T. contre la hiérarchie et la démagogie des mots d'ordre syndicaux. Au Palais-Royal, tout se disperse gentiment. Les flics sont bons enfants: on est de la grande famille des fonctionnaires. Et même les Conseils municipaux et généraux sont "pour nous". Ça va faire réfléchir Debré dit l'Huma le lendemain en titrant "Puissante manifestation". Tu parles!

-La paie dans la métallurgie pour le travail continu:

"Une convention collective régissant la métallurgie prévoit pour les ouvriers travaillant au moins 8 heures de suite sans interruption, un arrêt de travail de 20 minutes pour prendre un léger repas, arrêt payé au salaire minimum garanti de la catégorie; d'autre part, l'alinéa 5 de l'article 2 du décret du 27 octobre 1936, concernant la durée du travail dans la métallurgie stipule qu'en cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption prévue pour les repas; un employeur ne peut en portant arbitrairement la durée de l'interruption de travail au-delà de 20 minutes prévue par la convention collective, modifier le caractère continu du travail d'équipe et prétendre échapper aux termes impératifs de la convention imposant la rémunération de l'arrêt de travail, le procédé employé constitue une fraude de l'employeur destinée à éluder les engagements par lui assumés" (jugement de la Cour de Cassation du 24/II/60).

Cela veut dire qu'en cas de travail par équipe, l'interruption de travail pour le repas doit être payée, quelle que soit sa durée.

(Nous rappelons aux camarades que nous pouvons leur apporter toute la documentation pour "faire valoir" leurs droits face aux patrons).

4. L'imprimerie Del Duca (Maisons-Alfort)

Au retour des vacances 1960, en Septembre et Octobre, quelques faits troublants se manifestèrent à l'atelier des rotatives:

des hommes, après quelques heures de travail, soit à la recette, soit à la direction de la machine, soudain devenaient pâles, tournaient sur eux-mêmes et tombaient évanouis. Pendant un mois, chaque semaine voyait tomber 3 ou 4 ouvriers. Le médecin de l'usine consulté à ce sujet déclarait une fatigue générale et prescrivait une semaine de repos.

Nous avons tous cru à ce diagnostic, car les premiers touchés étaient des camarades qui étaient restés à l'usine les mois de juillet et août et qui avaient fait des heures supplémentaires en pagafe (quelquefois et pour certains 70h par semaine).

Le mois d'Octobre arriva et les évanouissements continuèrent à une cadence accélérée; ils touchaient maintenant des gars qui revenaient de vacances, et qui ne faisaient jamais d'heures supplémentaires; cette fois les ouvriers prirent peur; les délégués demandèrent audience à la Direction, et au docteur de l'usine... à leur avis à tous, tout était en ordre.

Pourtant les ouvriers et les délégués enquêtaient, et il en sortit ceci :

Pendant les mois creux des vacances de nouvelles machines à imprimer furent installées; la consommation d'essence, d'encre et de solvant augmenta, d'une part à cause de ces machines, et surtout parce que la production avait augmenté sensiblement. S'il existait au-dessus de chaque machine une aspiration des gaz, les appareils de distillation et les moteurs d'aspiration n'avaient pas augmenté de capacité.

Par exemple, pour 6 machines, il existait 2 aspirateurs de 70 CV, pouvant aspirer un certain cubage de gaz également réparti sur les 6 machines. Pour 9 machines, les 2 aspirateurs restent les mêmes et aspirent toujours le même volume de gaz mais le volume absorbé à chaque machine est bien moindre, car il est divisé par 9.

Ceci fut constaté par les ouvriers. Puis une nouvelle arriva et se répandit dans l'usine comme une trainée de poudre: 3 camarades avaient été transportés à Foch et étaient paralysés.

La Sécurité Sociale alertée par des médecins de famille et du quartier arriva peu de jour après pour enquêter.

Devant l'affolement et la colère des ouvriers, le syndicat décréta: arrêt de travail et grève jusqu'à ce que la direction fasse quelque chose d'efficace. A ce point, tout le monde se rendait compte que nous avions affaire à une intoxication générale (35 à 40 camarades étaient tombés). La direction donna l'ordre d'ouvrir toutes les fenêtres et vérifia toutes les gaines d'absorption des machines.

Puis quelques uns reprirent le travail, et les délégués déclarèrent:

Comme nous avons besoin d'argent, et que d'autre part c'est dans les dernières heures que nous sommes intoxiqués, nous n'allons travailler que 6 heures par jour.

Cela dura une semaine, pendant laquelle tombèrent 6 camarades.

Cette fois, les gars s'arrêtent d'eux-mêmes et la colère est grande; en délégation, ils vont à l'Inspecteur du travail, à la Sécurité Sociale, et parlent de tout démolir dans l'usine. La semaine qui suit, nous apporte des événements qui seront concluants.

La Sécurité Sociale arrive avec un camion expérience et des techniciens armés d'appareils à cadran multiples et d'éprouvettes.

Mais comme les machines ne tournent pas, comment faire des analyses d'air? Donc réunion des délégués cette fois avec l'Inspecteur du Travail et les ingénieurs du laboratoire. C'est évident: pour trouver la cause des intoxications, il faut reprendre le travail et à plein comme auparavant.

En ayant la conscience d'être des "cobayes" les gars reprennent le travail pas longtemps, car encore 7 gars tombent mais cela, selon les techniciens a été suffisant, car comme les ouvriers l'avaient eux-mêmes constaté, il y a une absorption des gaz très insuffisante, et de plus il entre dans la composition des encres et solvants des produits nocifs, tels que benzène et toluène.

La Sécurité attaque la Direction devant une juridiction et obtient gain de cause. Tous les ouvriers malades intoxiqués seront payés intégralement; de plus la direction doit faire installer une absorption supplémentaire et procéder à des travaux afin que l'aspiration des gaz toxiques soit éliminée (le montant des travaux doit se monter avec le matériel à quelques 7 millions).

Le fabricant de l'encre employée est condamné à son tour pour avoir employé des produits déjà interdits (les encres sont fabriquées dans une usine appartenant à Del Duca).

Les ouvriers reprennent le travail, mais 6 heures par service.

Tout cela ne rend pas la santé aux camarades qui sont partis en maison de cure et de plus aux deux camarades qui restent paralysés.

Une commission de surveillance de sécurité a été élue; trois délégués choisis parmi les plus représentatifs ont surveillé les travaux et vérifié la composition des encres. Ils se sont promenés dans l'usine pendant toute la durée des travaux avec un air supérieur, en costume, et toujours accompagnés par un membre de la Direction.

Puis les travaux terminés, les ouvriers rentrés et rétablis, le travail a repris à 8 heures par service, les trois délégués sont devenus des permanents qui aident la direction dans son travail et qui discutent avec les gars : des vacan-

ces, des augmentations, des affectations à telle ou telle machine. Car aujourd'hui ce sont eux qui remplacent les bureaucrates du bureau du personnel.

Sur la porte d'un grand bureau, bien aéré, avec une dactylo, on peut lire : Comité d'Entreprise - pour les renseignements: tels jours, à telle heure.

Peu après les intoxications, le Comité d'Entreprise a pondu une note: disant à peu près ceci: pour la sécurité de tous et devant la gravité des derniers événements, les ouvriers doivent capoter les encriers sur les machines, boucher les ferricans de solvants et ne pas nettoyer les machines avec des essences, etc...

La note se terminait ainsi: tout manquement à ces observations sera considéré comme une négligence et sévèrement puni comme telle; suivait la signature des délégués. Les gars en sont tombés sur le cul. Mince, alors ! C'est nous qui allons avoir des sanctions maintenant.

Jamais le syndicat ne s'est senti aussi fort et les délégués du C.E. ont pris des airs arrogants; les gars marchent dans l'ensemble, et la direction qui n'en demandait pas tant, arbore un sourire béat.

-Une annonce dans l'Humanité: (17/3/61 page 3)

pour le placement d'obligations de la RNUR qui emprunte à 5% et à concurrence de 6 milliards d'anciens francs, Renault va pouvoir encore moderniser pour augmenter la productivité avec les capitaux réunis avec le concours de la presse, y compris l' Huma. Après cela, les gars de chez Renault pourront mener de "grandes batailles" sous la conduite de la C.G.T. comme en novembre dernier, et remercier ceux qui aident si bien les directions à prélever sur les travailleurs la rémunération des capitaux qu'ils ont aidé à réunir.

-En février 59

Lors de la fusion des usines Fives-Lille (Lille) et Cail (Denain) il y a eu des licenciements massifs.; à Lille, pendant près d'un mois les syndicats épuisèrent la combativité des ouvriers dans des manifestations de rues, plus ou moins sporadiques. Et aucune coordination des luttes n'eut lieu avec Denain, ou les autres usines du groupe. Il paraît que ce n'était pas possible.

Le samedi 11 mars, les responsables CGT des usines Fives-Lille-Cail de Fives, Denain, Givors, se sont réunis à Lille pour une action commune sur les salaires, le rendement et les temps de travail. Action qui se traduit par quelques débrayages.

En réalité la CGT coordonne toujours; mais pas dans le même sens: elle disperse les mouvements quand la combativité risque d'avoir des conséquences politiques dont elle ne veut pas (par exemple en 59 d'ouvrir une crise politique) elle parle d'union à grands renforts de publicité quand cela n'a aucune conséquence sérieuse.

grande bretagne

Les fonctions du Comité de Liaison: du mouvement des travailleurs de la base (Rank and File Movement) (voir I.C.O. N° 27)

- a) faire de la propagande et diffuser les informations sur les travailleurs en grève, en organisant des réunions publiques, envoyant des circulaires aux différents syndicats, diffusant des bulletins d'informations, des communiqués de presse aux journaux ouvriers.

Pour atteindre ce but le Comité de Liaison doit se procurer dès que possible un haut-parleur et une ronéo.

- b) collecter de l'argent pour les grévistes auprès de tous les organismes syndicaux, organiser des collectes aux portes des usines et par des listes de souscription dans les usines. Diffuser partout des appels pour une aide financière.

- c) Soutien des grèves. Lorsque des grèves sont déjà commencées en cherchant à les étendre, en organisant des actions de solidarité par exemple dans les usines fournissant les matières premières des usines en grève ou les entreprises transportant ce matériel; organiser où cela est possible le boycott: c'est une arme puissante laissée de côté. Appels pour un boycott international.

- d) Etudier les grèves dans le but de parfaire l'arme qu'est la grève notamment développement des grèves gestionnaires (stay-in strike) ou d'autres formes de grèves.

- e) Le Comité de Liaison devrait agir comme centre d'Informations.

Pour parvenir à remplir ces tâches, le Comité sera organisé comme

-suit :

- 1) neuf membres élus par la base-
- 2) Trois membres du comité pour s'occuper des finances
- 3) Les membres du mouvement "Rank and File" peuvent remplacer n'importe quel membre du Comité lors de l'Assemblée mensuelle.
- 4) Les décisions seront prises par cette assemblée, le Comité de Liaison n'étant qu'un "exécutif", c'est-à-dire exécutant les décisions de l'assemblée
- 5) Le mouvement "Rank and File" sera organisé sur une base fédérative. D'abord au niveau des entreprises, puis géographiquement.
- 6) Ces groupes seront autonomes.

belgique

Un épisode particulier des grèves:

Le texte qui suit ne saurait exprimer ce qu'ont été les grèves belges. Il n'en constitue pas moins un élément qui, à notre avis, montre bien comment au cours des luttes ouvrières se déplacent les rapports de forces qui conditionnent l'entrée dans la grève ou la reprise du travail.

Ces faits concernent une petite ville de Wallonie - Binche - 10.000 habitants - à 10 Kms de La Louvière (gros centre minier et sidérurgique du bassin du centre, à mi-chemin entre Mons et Charleroi). Activité unique: l'industrie du vêtement de confection, très concentrée, une trentaine d'entreprises - effectif moyen : 2 à 300 personnes - main d'oeuvre en grosse majorité féminine - modernisation poussée en raison de la concurrence des Flandres, de la Hollande, de l'Allemagne - Influence de la C.S.C. la plus importante.

Les grèves belges débutent le mardi 20 décembre chez les enseignants, et les communaux et s'étendent dès le mercredi 21 à la sidérurgie (notamment aux A.C.E.C. à Marcinelle, proche de la Louvière) aux mines et aux chemins de fer. Le centre de la grève dans la région est La Louvière: c'est là qu'est le Comité local de grève contrôlé par la F.C.T.B. locale, c'est là que sont organisés, localement les picquets de grèves pour toute la région. Aucune organisation sur le plan des entreprises (pas d'occupation, pas de comités de grève).

À Binche, la grève n'a à ce moment aucune répercussion: le travail continue. Le Vendredi 23 décembre, une cinquantaine de grévistes (la plupart enseignants) arrivent à Binche et dans chaque entreprise demandent à parler aux délégués du Conseil d'Entreprise (équivalent des délégués syndicaux) pour les faire entrer dans la grève. Le patron appelle les délégués, lesquels demandent aux ouvriers de se joindre à la grève. Hésitations. Les patrons pressent une décision: ceux qui veulent débrayer quittent l'usine, les autres continuent à travailler (ils ajoutent que cette grève est contre le gouvernement et qu'elle ne les concernent pas. C'est d'ailleurs la position officielle du patronat belge). 30% des ouvriers (petits salaires en général) débraient alors.

Le lendemain samedi 6 à 700 grévistes viennent de La Louvière et installent des picquets importants devant chaque entreprise. La gendarmerie locale est débordée (2 ou 3 par usine). Là où les travailleurs ne sortent pas les portes sont enfoncées quelques vitres brisées. Mais rapidement, sans grande casse, le travail cesse totalement à Binche. À ce moment et les jours suivants on peut dire que 70% des ouvriers sont pour la grève.

Tous les jours des picquets viennent de La Louvière. Cette situation dure trois semaines, jusqu'au 15 Janvier environ. Aucun incident, aucune tentative de

